

Les Cahiers du Cercle Orion

Regards mensuels sur un thème actuel



Refonder notre école

Recréer du mérite, de l'excellence, du collectif

Une école en panne : diagnostic sur notre système éducatif

Réhabiliter les voies scolaires professionnelles

Simon MOUYAL

Science & Innovation : une défaillance dès l'école qui mine notre potentiel ?

Amicie FONLLADOSA



L'ÉCOLE AVANT TOUT

LEA SCHÜLER

L'éducation est le socle de la Nation France; sans une instruction publique forgeant les Français sur une base d'égalité et une place primordiale de l'institution Ecole, notre pays ne saurait, hélas, continuer à défendre son rang dans tous les autres secteurs : économie, industrie, santé, défense, etc.

Or, chaque année, le niveau scolaire dégringole un peu plus dans notre pays, le baccalauréat est dévalorisé, les écoles privées prises d'assaut, mais le bastion enseignant refuse farouchement de se remettre en question.

Cette remise en question est d'autant plus nécessaire qu'une remise en place l'est aussi. Le professeur n'est plus ce maître auparavant si respecté qui transmet et partage le savoir; il a perdu son autorité, en même temps que l'administration scolaire qui a peu à peu plié face au manque de respect et d'ordre. L'assassinat du professeur Samuel PATY en 2020 a été le macabre révélateur de ce qui plombe depuis plusieurs années la mission de l'instructeur.

Pour contrer cela, cessons une bonne fois pour toute de penser qu'à chaque mandat suffit sa réforme pour relever d'un coup de baguette magique le niveau des élèves ! C'est d'une vision long terme dont il est question ici; le retour sur investissement dans l'éducation est long : une vingtaine d'années, malheureusement pas assez rentable à l'échelle d'un mandat politique.

Le Cercle Orion ne peut que s'engager pour l'avenir de nos enfants, petits-enfants et donc de la France et penser l'éducation de demain.

SOMMAIRE

Dossier

Objectif Refonder notre école !

- 3 Une école en panne : diagnostic sur notre système éducatif
- 6 Réhabiliter les voies scolaires professionnelles
par Simon MOUYAL
- 9 Science & Innovation : une défaillance dès l'école qui mine notre potentiel ?
par Amicie FONLLADOSA

UNE ÉCOLE EN PANNE : DIAGNOSTIC SUR NOTRE SYSTÈME ÉDUCATIF

En France, l'Éducation nationale est responsable de l'enseignement de plus de 12 millions d'élèves et emploie environ 1 million de personnes, ce qui en fait l'un des plus grands systèmes éducatifs au monde.

Cependant, le système éducatif français est critiqué pour diverses raisons, notamment en ce qui concerne les résultats scolaires des élèves et les inégalités socio-économiques.

Tableau noir pour l'Ecole

En termes de résultats scolaires, les données montrent que le niveau des élèves français est en dessous de la moyenne de l'OCDE dans les domaines des mathématiques, des sciences et de la lecture. Par exemple, en 2018, seulement 24% des élèves français ont atteint le niveau de compétence avancé en mathématiques, contre une moyenne de 31% dans les pays de l'OCDE. En outre, les taux de décrochage scolaire en France sont également préoccupants, avec environ 8,5% des élèves quittant l'école sans diplôme.

Plusieurs facteurs cumulatifs expliquent la baisse du niveau des écoliers français.

Délitement du système éducatif ou déni ?

En France, le délitement du système éducatif se manifeste par plusieurs indicateurs tels que :

- La baisse des résultats scolaires, notamment dans les évaluations internationales telles que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA);
- La difficulté croissante à trouver des enseignants dans certaines disciplines ou dans certaines régions;
- L'augmentation du nombre d'élèves par classe dans de nombreuses écoles et établissements;
- La faiblesse de l'investissement public dans l'éducation, qui est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE;
- L'inadéquation entre les programmes d'enseignement et les besoins du monde du travail, ainsi qu'un manque de formation professionnelle pour les jeunes en difficulté.

Pour lutter contre le délitement du système éducatif en France, différentes mesures peuvent être prises, telles que l'amélioration des programmes d'enseignement, l'investissement dans la formation des enseignants, la réduction du nombre d'élèves par classe, ou encore l'introduction de nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité de l'enseignement. Cependant, la résolution de ce problème nécessite une collaboration étroite entre les différents acteurs de l'éducation, y compris les enseignants, les élèves, les parents, les responsables politiques et les entreprises.

Par ailleurs, le principe du « pas de vague » dans les écoles en France peut avoir plusieurs conséquences néfastes sur le système éducatif et sur les élèves en particulier :

- Mauvaise gestion des problèmes : lorsque les enseignants et les personnels de l'éducation ne signalent pas les problèmes, ils peuvent s'aggraver et nuire à la qualité de l'enseignement. Par exemple, les problèmes de discipline ou de harcèlement peuvent être ignorés, ce qui peut conduire à des conséquences négatives pour les élèves;

- Perte de confiance : les élèves, les parents et les enseignants peuvent perdre confiance dans l'institution éducative si les problèmes ne sont pas signalés et résolus de manière transparente. Cela peut affecter la qualité de l'enseignement et compromettre l'environnement d'apprentissage;
- Risque pour la sécurité des élèves : le principe du « pas de vague » peut également mettre en danger la sécurité des élèves. Par exemple, les enseignants peuvent éviter de signaler les cas de harcèlement ou de violence en raison de craintes de représailles, ce qui peut mettre les élèves en danger.

Une dévalorisation du métier de professeur

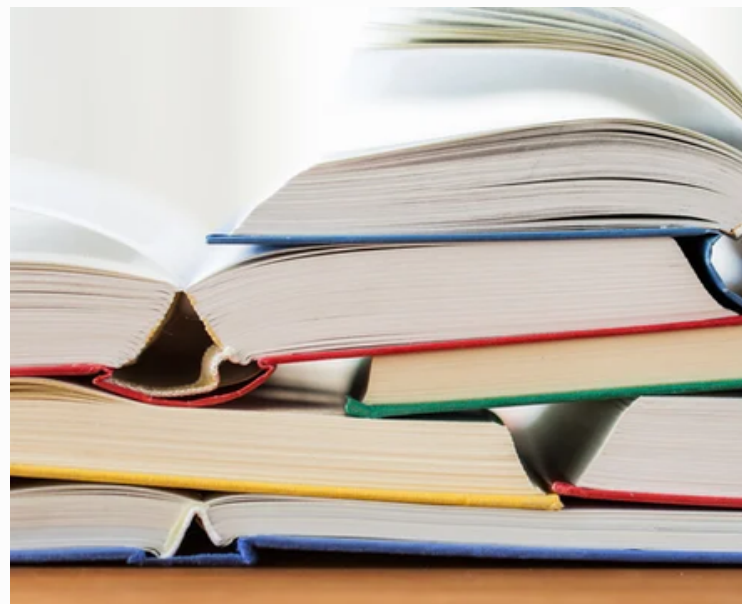
Loin de l'image d'Epinal du professeur tant admiré pour son savoir et sa transmission de l'instruction aux élèves chanté par Jean-Jacques GOLDMAN, notre système français s'est engluë dans une pénurie du nombre de professeurs qui s'explique par plusieurs facteurs:

- Une baisse des recrutements : le nombre d'enseignants recrutés chaque année est insuffisant pour répondre aux besoins, ce qui est notamment lié à des choix politiques et à des contraintes budgétaires;
- Une augmentation du nombre d'élèves : le nombre d'élèves a augmenté ces dernières années, ce qui nécessite plus d'enseignants pour répondre à la demande;
- Des difficultés de fidélisation des enseignants : les conditions de travail difficiles, notamment la charge de travail et le manque de reconnaissance, peuvent entraîner un taux de *turnover* élevé chez les enseignants;
- Des difficultés de recrutement dans certaines disciplines : certaines disciplines, comme les mathématiques et les sciences, sont plus difficiles à pourvoir, ce qui peut accentuer la pénurie d'enseignants dans ces domaines.

Conclusion et recommandations

L'amélioration du système éducatif en France est un enjeu majeur pour garantir l'avenir de notre société. Pour y parvenir, ils existent plusieurs solutions à appliquer notamment :

- Accroître les moyens alloués à l'éducation : cela peut se faire en augmentant le budget de l'Éducation nationale pour permettre d'investir dans des infrastructures modernes et des équipements pédagogiques performants, ainsi que pour recruter davantage d'enseignants et de personnel éducatif qualifié;
- Renforcer la formation des enseignants : il est essentiel de former les enseignants de manière adéquate pour qu'ils puissent répondre aux exigences du monde d'aujourd'hui. Cela peut passer par une formation continue de qualité, ainsi que par une sélection rigoureuse des candidats à l'enseignement;
- Améliorer la gestion du système éducatif : pour garantir l'efficacité du système éducatif, il est important de mettre en place une gestion efficiente et transparente, qui permette d'optimiser l'utilisation des ressources allouées et d'assurer une répartition équitable des moyens;



- Promouvoir l'innovation pédagogique : l'utilisation des nouvelles technologies et des méthodes pédagogiques innovantes peut contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement et à mieux répondre aux besoins des élèves;
- Impliquer les parents et les communautés locales : les parents et les communautés locales peuvent jouer un rôle clé dans l'amélioration du système éducatif en s'impliquant davantage dans l'éducation de leurs enfants, en apportant leur soutien aux enseignants et en participant aux activités éducatives proposées par l'école.

En résumé, l'amélioration du système éducatif en France nécessite un effort collectif impliquant l'État, les enseignants, les parents et les communautés locales. Il est important de mettre en place des mesures concrètes pour renforcer la qualité de l'enseignement et garantir un avenir meilleur pour les générations futures.

RÉHABILITER LES VOIES SCOLAIRES PROFESSIONNELLES

SIMON MOUYAL

La réforme des voies scolaires professionnelles est un vieux projet. Initiée en 1985, aucun quinquennat n'a encore réussi à proposer une solution viable, efficace, et encore moins qui fasse consensus. La nouvelle réforme voulue par la présidence n'y fait pas exception et est pointée du doigt pour vouloir mettre le monde académique au service de l'entreprise. Au-delà de ce vieux schisme, particulièrement inhérent à la France, il s'agirait de s'inspirer des initiatives qui ont porté leurs fruits Outre-Rhin.

Le retard de la formation professionnelle en France

Dans l'édition 2022 de son rapport sur l'éducation, l'OCDE dressait un bilan très mitigé de l'état de l'enseignement professionnel en France. Bien que la France soit dans la moyenne en part d'étudiants suivant un cursus professionnel (39% en France contre 42% dans l'OCDE), elle est cependant très en retard en ce qui concerne l'alternance, pourtant premier levier d'insertion sur le marché du travail. Seul 25% de ces étudiants suivent une alternance, contre 34% en moyenne dans l'OCDE.

Un schisme entre le supérieur et le monde professionnel à l'origine de la difficulté de réforme

Les problèmes inhérents à la formation professionnelle en France sont connus depuis longtemps, et, la réforme de cette voie est un vieux projet.

Voulue dès 1985, aucun gouvernement n'a été en mesure de proposer une solution pérenne. Cette réforme a ainsi été l'histoire d'un « *éternel recommencement* » d'après le spécialiste de l'éducation Vincent TROGER. Dès les Trente Glorieuses, les entreprises ont milité pour que l'école s'occupe davantage de la formation professionnelle, ce qui a été reçu par une ferme opposition des enseignants, pour qui : « *On ne va pas former les ouvriers uniquement pour être des ouvriers, on va les former pour être des hommes cultivés et des citoyens* ». Cette tension, inhérente à une économie de marché, a cependant été particulièrement exacerbée dans l'enseignement français et s'est fait au détriment des étudiants *in fine*.

Un moyen de lutter contre l'échec scolaire...

Le principal défaut des voies scolaires professionnelles françaises est qu'elles concentrent des étudiants souvent défavorisés, ce qui a largement contribué à leur stigmatisation. De surcroît, elles ne présentent que peu de possibilités de réorientations ou de poursuites d'études longues, contrairement à l'Allemagne par exemple où il est possible d'aller jusqu'au niveau Master.

L'Allemagne ou la Suisse ont été jusqu'à aujourd'hui des promoteurs des voies scolaires professionnelles. En plus d'avoir été clés dans le développement industriel, elles ont permis de réduire l'échec scolaire dans le supérieur.

En France, nombre d'élèves sont poussés dans l'enseignement général supérieur alors que ces voies ne leur sont pas forcément adaptées, participant à l'accroissement du nombre d'étudiants n'allant pas au-delà de leur première année de licence. La situation est particulièrement alarmante en France compte tenu du fait que presque un étudiant sur deux décroche en première année dans le supérieur contre 40% en moyenne dans l'OCDE.

... et de favoriser l'insertion professionnelle

Alors que les emplois les moins qualifiés dans les services présentent une rémunération stagnante, couplé à un chômage persistant, les voies scolaires professionnelles dans l'industrie présentent des débouchés prometteurs. Le secteur est en manque chronique de main d'œuvre, avec en 2023 70 000 postes non pourvus, ce qui s'est naturellement traduit par des salaires croissants. Ainsi, certains postes tels que chaudronnier ou soudeur affichent un salaire brut à plus de 30 000 euros après un CAP ou BTS (bac+2) proche de celui d'un jeune diplômé à bac+5.

Par ailleurs, redynamiser l'industrie française dans le cadre du plan France 2030 ne pourra se faire sans cette main d'œuvre. Il s'agirait ainsi de s'inspirer des initiatives allemandes et suisses où l'excellence industrielle s'est construite notamment grâce aux techniciens qualifiés, apportant une haute valeur ajoutée.



La récente réforme des lycées professionnels est bienvenue, mais encore insuffisante

Conscient des écueils actuels, le gouvernement a ainsi entrepris une réforme des lycées professionnels. Cependant, aussitôt entamée, la présidence est revenue sur sa mesure phare de la hausse de 50% des périodes de stage, qui était pourtant la mesure la plus judicieuse.

Tout comme Outre-Rhin, il s'agirait surtout de flexibiliser ces voies et d'accroître les passerelles avec l'enseignement général, de manière à permettre des études longues aux détenteurs de baccalauréat professionnel. Ceci a été un grand succès en Allemagne, où les écoles d'ingénieurs ont largement bénéficié de l'apport d'étudiants ayant cette connaissance pratique.

Promouvoir les voies scolaires professionnelles en amont, et créer des vocations

Le principal problème des voies scolaires professionnelles en France est qu'elles ne sont souvent pas choisies par les élèves. Elles sont évoquées tardivement dans les choix d'orientations, et sont présentées comme la dernière option à des élèves en échec scolaire, souvent issues de milieux défavorisés. De ce fait, elles concentrent des étudiants pour qui cette voie n'est pas un choix, et encore moins une vocation.

Pour pallier ce problème, l'ancienne ministre déléguée chargée de l'industrie Agnès PANNIER-RUNACHER, nous confiait son opinion à ce sujet lors d'une rencontre avec le Cercle Orion.

La stigmatisation des voies scolaires professionnelles industrielles est inhérente à la stigmatisation du métier d'ouvrier dans l'industrie. Dans l'imaginaire collectif, la fonction d'ouvrier est encore perçue comme une fonction aliénante, semblable à celle d'un Etienne Lantier dans *Germinal*. Alors qu'au contraire, les emplois d'ouvriers industriels sont aujourd'hui des métiers à haute valeur ajoutée et épanouissant.

Il s'agirait ainsi de présenter ces métiers beaucoup plus en amont dans la formation, notamment par des visites scolaires, et pas seulement au moment anxiogène de l'orientation.



Conclusion et recommandations

Nous préconisons deux axes d'action pour réhabiliter les voies scolaires professionnelles.

En premier lieu, il conviendrait de réformer les lycées professionnels. Cela se ferait surtout en flexibilisant les parcours, de manière à favoriser l'accroissement de la durée d'étude, et permettre l'atteinte du niveau Master à la suite de ces formations.

Deuxièmement, il s'agirait d'agir en amont sur l'orientation. Les voies scolaires professionnelles devraient être présentées beaucoup plus tôt aux élèves et il faudrait informer davantage sur les débouchés prometteurs, et souvent inconnus, de ces parcours.

SCIENCE & INNOVATION : UNE DÉFAILLANCE DÈS L'ÉCOLE QUI MINE NOTRE POTENTIEL ?

AMICIE FONLLADOSA

Depuis plusieurs années, la thèse du déclin de la France connaît un regain à la faveur de la sortie de divers ouvrages alarmistes. De Nicolas BAVEREZ à Alain MINC ou Jacques JULLIARD, pour ne citer qu'eux, les «déclinistes» reviennent régulièrement à la une de l'actualité française, mettant en exergue le «retard» de la France par rapport aux autres pays développés en matière de science et d'innovation. Le constat est en effet sans appel : la France recule dans le classement des pays scientifiques influents (trois places de perdues entre 2017 et 2022), elle a raté le tournant de l'intelligence artificielle et accumule un retard technologique aujourd'hui évalué à vingt ans selon Laurent Alexandre (reçu par le Cercle Orion le 8 février dernier). D'un autre côté, les résultats académiques sont alarmants, la France enregistre aujourd'hui davantage d'élèves largués qu'ailleurs en même temps qu'elle forme très peu de très bons élèves : seuls 2% des élèves français ont obtenu le niveau avancé à différents tests contre 11% en moyenne dans les pays de l'OCDE. Faut-il y voir une corrélation ?

Science et innovation : une élévation générale du niveau scolaire est nécessaire.

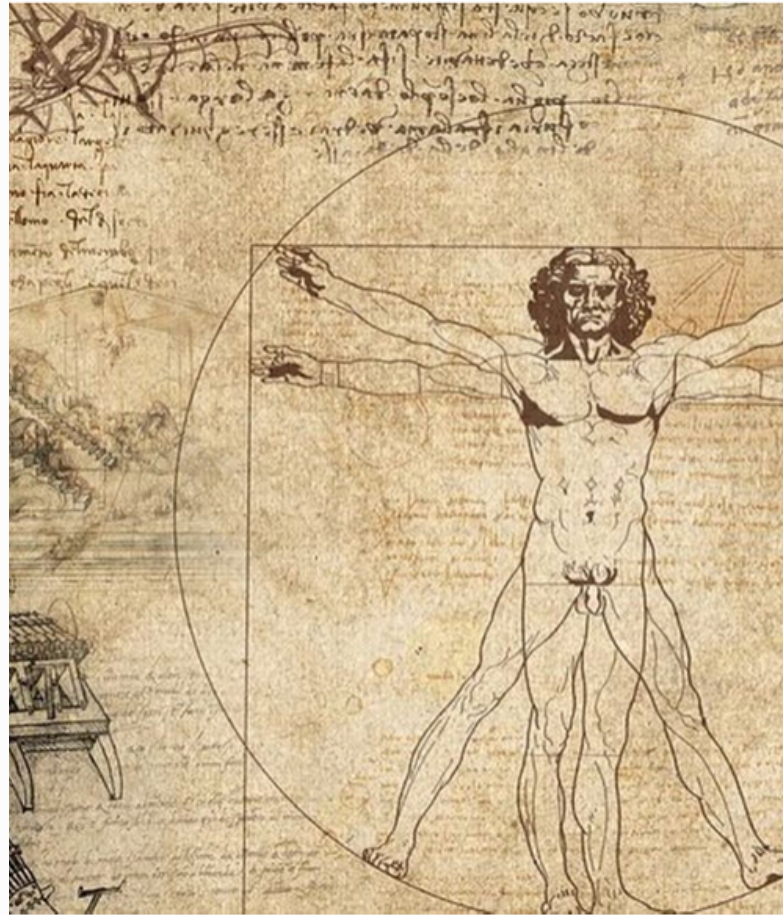
Depuis quelques années maintenant, des politiques publiques en matière d'innovation ont été mises en place : de la restructuration de l'ANVAR (Agence Nationale de Valorisation de la Recherche) initiée par Nicolas SARKOZY en 2005 au plan France 2030 présenté en 2021 par Emmanuel MACRON en passant par l'enrichissement de nouvelles jurisprudences du CIR (Crédit d'Impôt Recherche) par François HOLLANDE en 2014, les résultats peinent à se faire sentir.

En effet, la recherche scientifique qui pousse aujourd'hui l'innovation est extrêmement rapide et ne cesse de prendre de nouveaux tournants. C'est pourquoi apprendre à s'adapter face à des défis sans cesse renouvelés est la nouvelle émancipation qui appelle un enseignement général robuste et richement doté. Or les défaillances de l'enseignement dans les matières scientifiques est aujourd'hui indéniable au vu du classement de la France dans le classement PISA concernant les mathématiques (25ème en 2018) mais également au vu des chiffres présentés en introduction. Cependant il serait vain d'attribuer comme seule et unique cause la baisse du niveau des élèves dans les matières scientifiques ; en effet ces défis sempiternellement renouvelés demandent bien plus aux élèves qu'une bonne connaissance des mathématiques, de la physique et des sciences du vivant : l'intensification des changements actuels et à venir rend nécessaire une élévation générale du niveau scolaire afin d'assurer à chacun une culture commune à partir de laquelle s'opère la spécialisation. Ainsi il ne faudrait croire que la spécialisation toujours plus poussée des enseignements ayant pour objectif de former des gens pour répondre à la demande des entreprises est une bonne chose. Bien au contraire il doit y avoir un équilibre entre la formation pour la vie professionnelle (qui enseigne aujourd'hui par exemple la programmation au lycée) et la formation tout court qui formerait les élèves à l'essence des mathématiques qui est en réalité la pensée abstraite. De la même manière l'importance de la culture générale est cruciale dans la formation du

sens critique et de la réflexivité nécessaire à tout citoyen et qui le sera toujours plus dans un environnement instable et changeant pour faire face aux bouleversements philosophiques orchestrés par les mutations technologiques que notre société connaît aujourd'hui.

L'école remplit-elle alors son rôle ?

Pour rappel l'article 13 du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 stipule que « La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État ». Il faudrait même y ajouter, qu'elle se doit d'être le lieu de l'intégration et de l'union nationale en même temps qu'elle doit être le lieu de la formation d'une élite ; en effet, il ne faut pas opposer la formation d'une élite avec l'instruction, la formation et la culture accessible à tous car c'est cette dernière qui est porteuse et à l'origine de la croissance et l'innovation du pays nécessaire pour rendre possible le maintien d'une école d'un bon niveau pour tous en tant qu'elle permet de ne pas s'appuyer sur des logiques fallacieuses déconnectées des réalités budgétaires de la France. Car oui, il n'y a point de mal à affirmer que l'école se doit d'être élitiste, c'est-à-dire qu'elle se doit de former une élite dont le potentiel ne serait pas miné pour des raisons idéologiques. Trop souvent, à tort, confond-on encore la terminologie du mot élitiste avec celui de l'élitisme : le premier désignant en effet ce qui permet de former une élite quand le second désigne ce qui est réservé à une élite ; à force de se vouloir populaire, l'école est devenue pauvre et « paupérisante » en matière de savoir et de culture. Le philosophe FINKIELKRAUT écrivait à juste titre que « le premier but de l'école n'est pas de réduire les inégalités mais de réduire l'ignorance ».



En effet le potentiel accompli de nos élèves ne pourra porter la croissance et l'innovation française alors sortis des grandes écoles françaises si l'enseignement qu'ils ont reçu se réduit à la formation professionnelle dans la mesure où une culture générale fondée sur les sciences physiques, du vivant et sociales permet à la fois de développer des compétences transversales qui facilitent l'acquisition de compétences futures. Le manquement de l'école est aujourd'hui celui-là : former des citoyens éclairés qui évolueront dans un monde professionnel toujours en quête d'innovation.

Aujourd'hui, si le système français ne réussit pas à limiter la faiblesse des élèves les plus fragiles, il peine également à élever le niveau des élèves les plus performants. En témoigne le fait que les élèves de Terminale ne peuvent plus étudier à la fois les matières scientifiques et les humanités, ils sont contraints à faire un choix et donc de renoncer à un savoir. Ne confondons pas l'expertise et la spécialisation dont témoigne l'abus de langage qui se cache devant l'option « Mathématiques expertes » que les élèves peuvent choisir en Terminale : ils se coupent de toute expertise en tant qu'ils sont contraints à l'abandon de l'enseignement général. N'oublions pas que PYTHAGORE, THALES, DESCARTES, NEWTON, VOLTAIRE, LEIBNIZ, PASCAL, ou encore POINCARÉ qui ont conduit les idées françaises aux sommets furent à la fois scientifiques et philosophes... Les enseignements complets sont de plus en plus réservés à certains établissements privés (34 000 élèves sont aujourd'hui scolarisés dans des établissements primaires indépendants, au lieu de 10 000 élèves en 1980, et l'enseignement supérieur privé accueille désormais 21% des étudiants – soit l'équivalent de l'enseignement sous contrat – contre 5% des étudiants en 1980) qui sont de fait élitistes et élitaires ; l'affaiblissement de l'école publique met donc en cause tant l'équité sociale que l'unité nationale en même temps qu'elle mine un potentiel intellectuel.

Comment en est-on arrivé là ? Faut-il y voir une instrumentalisation idéologique de l'école et de la « pédagogie » ?

Bien évidemment, les maux de l'école sont le reflet des maux de la société et il serait bien réducteur de les expliquer uniquement par de mauvaises décisions politiques en matière d'éducation, cependant on peut tout de même expliquer certaines tares de l'école par son instrumentalisation idéologique.

Si l'école est appelée à attribuer des positions selon les aptitudes de chacun et non selon l'appartenance de classe, elle préfigure donc l'ambition d'une société égalitaire et entend développer chez chaque citoyen une connaissance éclairée de la société dans son ensemble. Mais au nom de la lutte contre les inégalités, on a pris en grippe la culture parce que c'est celle des dominants ; or c'est cette vision de l'égalité qui conduit au nihilisme. Le « socialisme d'éducation » de Charles PÉGUY a chargé l'école d'une mission qui n'était pas la sienne, une mission trop importante pour elle, elle a cherché à éduquer une société qu'il fallait instruire pensant se substituer aux parents en la matière. Pire encore elle a laissé croire à une société toute entière que l'école allait éduquer leurs enfants déresponsabilisant les parents de la jeune génération. Ainsi, de nos jours, on prend acte de l'apparition d'un nouveau public scolaire particulièrement réfractaire à l'enseignement. Il n'a plus envie de plaire aux adultes et les choses anciennes ne l'intéressent plus. Dès lors, il faut l'intéresser coûte que coûte. La pédagogie est alors vue comme une sorte de boîte à outils contre l'anomie, contre l'indifférence, contre le chahut. Cela conduit certains pédagogues à dire par exemple qu'au lieu de mettre les élèves en contact avec des « monstres préhistoriques » comme CORNEILLE, il vaut mieux partir de ce qui les intéresse, et puisqu'ils vivent dans un monde médiatique, d'introduire à l'école le « décryptage des médias ». Les professeurs sont désormais formés à la pédagogie et non à l'objet de leur enseignement, une science de l'enseignement en général qui s'affranchit complètement de la matière à enseigner. La source la plus légitime d'autorité du professeur, le savoir, a disparu.

De la culture à l'inculture et du refus de la sélection...

Le rôle de l'école comme le stipulait l'article 13 du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 est donc de permettre l'accès à la culture, mais cette cause est-elle encore possible ? Il est de plus en plus difficile de différencier la culture de l'inculture car aujourd'hui l'adjectif qui en découle n'est plus véritablement celui de « cultivé » mais celui de « culturel ». C'est là que se pose la question de la possibilité même de l'enseignement car si tout est culturel, si la culture relève du « déjà là », du donné, alors en effet l'école n'est rien d'autre qu'une garderie, un lieu où il s'agit de donner aux gens la capacité simplement de s'orienter dans le monde et d'exercer telle ou telle fonction professionnelle nécessaire à l'économie de la société (peu efficace par ailleurs). FINKIELKRAUT dans la *Défaite de la pensée* écrivait en 1987 que cette frontière entre la culture et l'inculture était en train de s'estomper. Nous sommes peut-être arrivés au terme de ce processus.

D'autre part, il faut bien évidemment évoquer qu'il demeure une grande contradiction entre le taux de réussite au baccalauréat qui n'a jamais été aussi élevé et le niveau des élèves qui n'a jamais été aussi bas. Il témoigne d'un refus de sélectivité qui s'opère dès le plus jeune âge : les élèves qui ne savent pas lire à la fin de l'école primaire n'ont aucun problème à se voir attribuer une place au collège puis au lycée malgré des résultats catastrophiques au brevet puis bien sûr à l'université puisqu'ils ont leur baccalauréat. La diabolisation du redoublement conduit un grand nombre d'élèves à échouer une fois introduit dans le cursus des études supérieures. Pourquoi cela ? Tout simplement parce que certains politiques croient que le refus de la sélection est une conquête de la démocratie. En réalité, c'est à la fois une défaite de la démocratie et une défaite de l'école républicaine car bien entendu, les seuls à pouvoir échapper à la médiocrité ambiante seront les enfants dont la famille aura assez d'argent. Voici le constat d'échec du « socialisme d'éducation ».

Conclusion et recommandations

Bien entendu, il serait nécessaire de développer sur la faible attractivité du métier de professeur, de la mauvaise allocation des ressources faite par le ministère de l'éducation nationale, la restauration de l'ordre et de la discipline dans la société et de fait à l'école etc. tant les sujets sur l'éducation sont transversaux ; mais le point sur lequel il s'agit d'insister dans cet article est la paradoxale nécessité de renforcer l'enseignement des humanités pour renforcer notre potentiel scientifique. Le cloisonnement des savoirs est essentiel au décloisonnement des esprits, le pays des Lumières doit lutter contre l'obscurantisme qui gagne du terrain afin que de la société post-industrielle décrite par Daniel BELL n'évolue pas vers une société que je nommerais « post-intellectuelle ». Ainsi nous recommandons de renforcer les enseignements essentiels, à savoir, la lecture, l'écriture et les mathématiques au primaire et de renforcer l'enseignement de la littérature classique au collège et au lycée pour former des citoyens capables de « penser par eux-mêmes » pour reprendre la formule de KANT. Cela formera peut-être plus de révolutionnaires mais il y aura moins de casseurs. D'autre part, nous recommandons également d'augmenter la formation et la rémunération des professeurs, d'augmenter la sélectivité des examens d'États pour les élèves comme pour les professeurs, de redorer le blason des formations d'apprentissage plutôt que de pousser tout le monde vers les études supérieures, en bref de cesser l'hypocrisie qui consiste à dire que tout le monde est fait pour suivre des études supérieures et de désidéologiser l'école aujourd'hui trop instrumentalisée à des fins politiques.

Les Cahiers du Cercle Orion | Numéro 5 février 2023

Président du Cercle Orion : Alexandre MANCINO

Directrice des Etudes du Cercle Orion : Léa SCHÜLER

Avec

Simon MOUYAL et Amicie FONLLADOSA

Pour rejoindre le Cercle Orion, scannez ce QR code :

